

# Dans 20 ans, ils reprocheront à la France d'avoir assassiné Merah

En 1961, la France est en guerre, en Algérie et sur le territoire métropolitain. On ne compte plus les attentats à la bombe, ni les simples gardiens de la paix assassinés par des Algériens sous le prétexte qu'ils étaient en faction à Paris devant une ambassade ou une administration. Quelques mois plus tôt, le peuple a approuvé le référendum sur l'autodétermination de l'Algérie. La France veut en finir avec ces territoires perdus de la République ou, plus exactement, ces territoires conquis par l'islamisme et accéder enfin à l'indépendance.

L'indépendance en 1962, on l'oublie souvent, a été double ou réciproque et, pour nous, citoyens de 2021, l'indépendance la plus importante, celle qui nous tient à cœur, mais que les Français ne sont pas tous prêts à défendre, c'est l'indépendance de la France – et d'abord vis-à-vis de l'Algérie. L'indépendance de l'Algérie concerne les Algériens, celle de la France concerne les Français. Mais, il y a partout en France des gens – les dominants ou les puissants – qui refusent que la France soit indépendante de l'Algérie.

Le 17 octobre 1961, pour forcer la main du gouvernement français, le FLN et ses milices armées décident de manifester dans les rues de Paris près de Notre-Dame et de la préfecture de police. La manifestation est interdite et, comme le veut la loi, elle est réprimée. Les miliciens du FLN profitent des désordres pour éliminer des rivaux du Mouvement national algérien, des tièdes, des Algériens qui ont choisi la France, etc.

Or, c'est la France qui, depuis quarante ans, depuis que les socialauds qui ont fait et la colonisation et les guerres coloniales (cf. Mitterrand, Mollet et consorts), est accusée des massacres de masse, des exactions, des crimes d'État, etc. qui ont ou auraient commis le 17 octobre 1961. Hollande et maintenant Macron donnent le la. En 2017, Macron candidat avait sorti la bombe atomique du génocide ; en 2021, Président, il sort les massacres inexcusables ou impardonnables, sans citer le nom d'une seule victime, évidemment. Le voilà qui se prosterne devant l'Algérie, l'islam, les musulmans. Qu'il fasse cela lui-même, en son nom, libre à lui, cela ne regarde que lui ; mais, là, en sa qualité de président de la République, il accuse la France en notre nom et au nom de tous les Français. S'il était président de la République algérienne, cela ne prêterait pas à conséquence ; mais il ne préside pas, du moins à notre connaissance et jusqu'à plus ample informé, aux destinées du peuple algérien. S'il veut y aller, bon débarras !

Au cours des vingt dernières années, la police a *neutralisé*, comme on dit, des égorgeurs, des tueurs, des poseurs de bombes : Merah, Abaoud et ses complices, Amimour et Lahouaiej-Bouhlel, le camionneur allahisé de Nice, l'égorgeur de l'église de Nice, les égorgeurs coranisés du père Hamel, l'éventreur musulman des jeunes voyageuses de Marseille, Coulibaly, les Kouachi, Kelkal, l'égorgeur de Paty, etc. Cela en fait beaucoup.

C'est à partir de 1981, vingt ans après, que les événements du 17 octobre 1961 ont été transformés, à coup de mensonges et de propagande folle, en massacres racistes. Dans vingt ans, ne nous illusionnons pas, le même coup sera rejoué. Il se trouvera des gauchos, des socialauds, des cocos, des islamos, en grand nombre, dans les médias, à l'Université, dans les sectes et partis, qui transformeront les *neutralisations* d'égorgeurs, par le RAID ou par le GIGN ou par tout autre policier, en crimes racistes et exigeront que les Français se

repentent de ne pas avoir fêté, décoré, célébré, les égorgeurs et autres tueurs de masse. Vive Macron !

**Étienne Dolet**